



**PRÉFET  
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71  
37 Boulevard Henri Dunant  
CS80140  
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 25/08/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 17/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **Aperam Stainless France**

4 Place des Forges  
71130 Gueugnon

Références : CJ/NM/2025/M\_220  
Code AIOT : 0005401144

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/06/2025 dans l'établissement Aperam Stainless France implanté 4 Place des Forges 71130 Gueugnon. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Les résultats des campagnes d'analyse imposées par l'arrêté du 20 juin 2023 pour rechercher l'éventuelle présence de PFAS dans les rejets aqueux industriels mettent en exergue qu'une part significative des ICPE, préalablement identifiées, émettent des PFAS. Dans la continuité de l'action nationale menée en 2024, ces émissions doivent être supprimées ou, à défaut, réduites autant que possible. Les exploitants doivent donc définir un plan d'action pour supprimer ou réduire les émissions de PFAS. C'est à ce titre que le Gouvernement a demandé à l'inspection des installations classées de contrôler au cours de cette année la bonne mise en œuvre des plans d'action.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Aperam Stainless France
- 4 Place des Forges 71130 Gueugnon
- Code AIOT : 0005401144
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

La société Aperam Stainless est spécialisée dans le production de laminés à froid en aciers inoxydables destinés aux marchés européens et hors européens à partir des coils noirs fournis par Aperam Stainless Belgium.

Les activités relevant de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement qui sont exercées à Gueugnon sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral du n° 07-02759 du 17 juillet 2007.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 PFAS TOP 99%
- AN25 Sobriété hydrique
- Eau de surface

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration des résultats GIDAF	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4	Sans objet
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	Liste des substances PFAS	Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2	Sans objet
4	Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS	Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14	Sans objet
5	Mesures d'investigation	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
6	Mesures de suppression/réduction	Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1 et L.523-6-1	Sans objet
7	Mesures de surveillance	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet
8	Sobriété hydrique	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'ensemble des constats réalisés lors de l'inspection est estimé conforme ; l'exploitant veillera à poursuivre ses investigations et à proposer d'ici la fin de l'année 2025 un plan d'actions visant à réduire ou supprimer la présence de substances PFAS dans ses rejets.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Déclaration des résultats GIDAF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 4
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Restitution correcte des résultats sur GIDAF
<b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant transmet les résultats commentés de ces campagnes d'analyse, par voie électronique, à l'inspection des installations classées au plus tard le dernier jour du mois suivant chaque campagne. Ces résultats sont transmis conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 susvisé.
<b>Constats :</b>  L'exploitant a réalisé trois campagnes d'analyses des substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux en novembre, décembre 2023, et janvier 2024, puis a transmis l'ensemble de ses résultats via la plateforme GIDAF, conformément à l'arrêté ministériel du 28 avril 2014, le 10 mai 2024.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

### N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect de la valeur limite d'émission en PFOS de 25 µg/L
<b>Prescription contrôlée :</b>  <ul style="list-style-type: none"><li>Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau. Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</li></ul> Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561 ) ≤ 25 µg/l  Les substances dangereuses marquées d'une * sont visées par des objectifs de suppression des émissions et doivent en conséquence satisfaire en plus aux dispositions de l'article 22-2-III du présent arrêté.
<b>Constats :</b>  Sur les trois campagnes d'analyses menées entre novembre 2023 et janvier 2024 sur l'ensemble des points de rejets d'eaux industrielles, l'exploitant a relevé une valeur maximale en PFOS de 3,6 µg/l au point de rejet 8, en décembre 2023.  L'ensemble des résultats présentés pour la substance PFOS se situe bien en-dessous de la valeur limite d'émission de 25 µg/l.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 3 : Liste des substances PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 20/06/2023, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Réalisation et tenue à jour de la liste de PFAS
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant d'une installation mentionnée à l'article 1<sup>er</sup> établit, sous trois mois, la liste des substances PFAS utilisées, produites, traitées ou rejetées par son installation, ainsi que des substances PFAS produites par dégradation. Il tient cette liste à jour à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>Si de telles substances ont été utilisées, produites, traitées ou rejetées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté, elles sont également mentionnées en tant que telles dans la liste, ainsi que la date à laquelle elles sont susceptibles d'avoir été rejetées.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Un premier inventaire a été réalisé dans le cadre de l'application de l'arrêté ministériel du 20 juin 2023 sur l'ensemble des équipements, les produits de traitements de l'eau (station interne), les émulseurs (avec projection de la substitution étalée sur 2025 et 2026) ; celui-ci est en cours de complément, avec une investigation approfondie des différents fournisseurs sur les huiles utilisées sur le site.</p> <p>Cet inventaire fera l'objet d'une mise à jour régulière, en cas d'intégration de nouveaux produits sur le site.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Définition d'un plan d'action de suppression/réduction des PFAS

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 08/01/2020, article L.181-14
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Élaboration du plan d'action pour supprimer/réduire
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation. En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.</p> <p>L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées.</p>
<b>Constats :</b>

Les résultats d'analyses des campagnes PFAS montrent un taux conséquents d'AOF (détection de PFAS par la méthode indiciaire), sans pour autant être expliqué par les analyses réalisées sur les 20 PFAS cités dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023, ainsi qu'une campagne ponctuelle sur un seul point de rejet (rejet 8) présentant une quantification importante de PFAS (PFOS, PFBS, PFPeS, PFHxS, PFHpS ; flux total = 8,8g sur la journée du 12 décembre 2023).

Afin de définir un plan d'actions précis pour la réduction et la suppression d'éventuelles substances PFAS (suppression en amont, substitution de produits, ...), l'exploitant envisage de mener des investigations et des campagnes de mesures complémentaires afin de définir :

- la nature du ou des PFAS provoquant le taux d'AOF relevé,
- la ou les sources potentielles : réalisation d'analyse des huiles,
- les potentiels artefacts de mesures,
- les moyens de substitution.

Une fois ce travail d'identification réalisé, l'exploitant fournira un plan d'actions avec des échéances raisonnables, et un suivi de la qualité des rejets pour s'assurer de l'efficacité des mesures prises.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 5 : Mesures d'investigation

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Recherche des causes des émissions en PFAS et/ou en AOF

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

-prévenir l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour les intérêts protégés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

**Constats :**

Comme indiqué dans le point de contrôle n°4, les résultats d'analyses des campagnes PFAS montrent un taux conséquents d'AOF (détection de PFAS par la méthode indiciaire), sans pour autant être expliqué par les analyses réalisées sur les 20 PFAS listés dans l'arrêté ministériel du 20 juin 2023.

Afin de comprendre ces résultats (à la fois la source de cet AOF - prélèvement, produit utilisé sur le site,...-, mais également la nature des PFAS concernés), l'exploitant envisage de mener les investigations suivantes :

- des prélèvements en amont ;
- des campagnes supplémentaires plus représentatives (6 mois minimum) dans ses rejets industriels ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- des prélèvements en interne, au cours du process, pour définir les activités susceptibles d'être pourvoyeuses de PFAS et éventuellement lever un doute sur une potentielle interférence dans la mesure AOF ;</li> <li>- interroger les fournisseurs d'huiles.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 6 : Mesures de suppression/réduction

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 25/08/2021, article L.110-1 et L.523-6-1
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Mise en œuvre de mesures de réduction/suppression des rejets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>110-1 :1° Le principe de précaution, selon lequel l'absence de certitudes, compte tenu des connaissances scientifiques et techniques du moment, ne doit pas retarder l'adoption de mesures effectives et proportionnées visant à prévenir un risque de dommages graves et irréversibles à l'environnement à un coût économiquement acceptable.</p> <p>523-6-1 : La France se dote d'une trajectoire nationale de réduction progressive des rejets aqueux de substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées des installations industrielles, de manière à tendre vers la fin de ces rejets dans un délai de cinq ans à compter de la promulgation de la loi n° 2025-188 du 27 février 2025 visant à protéger la population des risques liés aux substances perfluoroalkylées et polyfluoroalkylées.</p> <p>Cette trajectoire, la liste des substances concernées ainsi que les modalités de mise en œuvre du présent article sont précisées par décret.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Comme précisé aux deux points de contrôle précédents, l'exploitant doit mener auparavant une série de mesures d'investigation pour définir l'origine et la nature des PFAS avant de proposer un plan d'actions, accompagné d'échéances, afin de réduire ou supprimer les substances per- et polyfluoroalkylées dans ses rejets aqueux.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 7 : Mesures de surveillance

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Surveillance des rejets aqueux de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- respecter les valeurs limites d'émissions pour les substances polluantes ;</li> <li>- gérer les effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques et réduire les quantités rejetées.</li> </ul>
<b>Constats :</b>

L'exploitant envisage de mener, durant les 6 prochains mois, des mesures de surveillance :

- des prélèvements en amont,
- des campagnes supplémentaires plus représentatives dans ses rejets industriels,
- des prélèvements en interne, au cours du process, pour définir les activités susceptibles d'être pourvoyeuses de PFAS.

L'exploitant veillera à transmettre régulièrement ses résultats via la plateforme GIDAF (cadre PFAS utilisé pour ses trois campagnes d'analyse), et à réaliser un bilan de cette surveillance à la fin de l'année 2025 pour conclure à un plan d'action à mener afin de réduire ou supprimer les substances PFAS de ses rejets industriels.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 8 : Sobriété hydrique

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 2

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Réduction pérenne des besoins en eau

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- utiliser de façon efficace, économe et durable la ressource en eau, notamment par le développement du recyclage, de la réutilisation des eaux usées traitées et de l'utilisation des eaux de pluie en remplacement de l'eau potable ;
- (...)

**Constats :**

L'utilisation de l'eau sur le site industriel est fortement liée aux procédés de fabrication lors des étapes de préparation de surface des matériaux (2/3 des volumes d'eau prélevés sont utilisés sur les lignes de décapage), ou lors des étapes de refroidissement.

Le prélèvement, limité par l'arrêté préfectoral de 2007 à 2 000 000 m<sup>3</sup>/an, est sur les 3 dernières années en moyenne de l'ordre de 670 000 m<sup>3</sup>/an (620 000m<sup>3</sup> en 2024).

Pour rappel, le site utilisait 5 à 6 millions de m<sup>3</sup> par an dans les années 2000, et 1,25 million de m<sup>3</sup> en 2018.

L'alimentation en eau du site est faite par un captage en surface dans la rivière Arroux et par une connexion au réseau d'adduction d'eau potable pour les besoins d'eau sanitaires, limitée quant à elle à 82 000 m<sup>3</sup>/an.

L'exploitant a réalisé des efforts de sobriété hydrique les années précédentes, notamment en modifiant le fonctionnement de ses tours de refroidissement (historiquement en circuit ouvert, le



refroidissement est passé en circuit hybride avec une partie en refroidissement adiabatique).

Le rendement actuel en eau est de 4,2m<sup>3</sup>/t produite, l'exploitant envisage d'atteindre 3,2m<sup>3</sup>/t en 2026 et 2,5m<sup>3</sup>/t en 2028.

Pour ce faire, deux pistes, en plus de la mise en place de la récupération de l'eau de pluie pour un emploi dans ses procédés, sont actuellement à l'étude :

- la mise en œuvre d'un nouveau procédé qui se substituerait à celui à base l'acide chlorhydrique actuellement utilisé pour le décapage. L'exploitant examine la faisabilité d'utiliser une technologie mécanique (grenaillage) nécessitant moins de rinçage ;
- la réutilisation de l'eau provenant de la station traitement des eaux urbaines de Gueugnon ; l'exploitant est accompagné par le bureau d'études New Asys. Cette option nécessiterait de créer 3km de canalisation.

Un arrêté préfectoral complémentaire est en cours de signature, encadrant notamment le prélèvement annuel (passage de 2 000 000m<sup>3</sup>/an à 900 000m<sup>3</sup>/an), les débits instantanés et en moyenne mensuelles. Cet arrêté contient également des prescriptions quantitatives en cas de passage en alerte, alerte renforcé ou crise, avec une autorisation de prélèvement associée au débit de l'Arroux.

**Type de suites proposées :** Sans suite